

# Compétitivité, Inclusion, Soutenabilité et Démocratie : piliers d'un modèle économique moderne

***L**a révolution de 2011 a mis à nu les lacunes du modèle économique tunisien. Bien qu'elles fussent théoriquement opportunes et qu'elles eurent un succès relatif en termes de performances macroéconomiques moyennes, les politiques mises en place n'ont pas été suffisantes pour permettre l'émergence. Le développement d'un « capitalisme de connivence » d'une part, et le manque de suivi et d'évaluation des politiques économiques, d'autre part, en étaient – en partie – la cause. Avant la définition des objectifs quantifiés, cohérents, liés à des réformes et des projets planifiés, ainsi que la mise en place d'un échancier et d'une procédure de suivi, l'élaboration d'une stratégie économique nécessite une vision.*

*Cette tribune propose ainsi une vision stratégique pour un nouveau modèle économique. Cette vision se veut exhaustive et consensuelle, respectant la diversité des opinions et les aspirations légitimes de tous les citoyens. Elle est fondée sur les piliers du développement durable : économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable, tout en tenant compte de la pérennisation du processus démocratique.*

## **La compétitivité : condition nécessaire au développement**

La création de valeur est à la base de la prospérité économique. Ce n'est qu'en améliorant la productivité - des facteurs de production ou la productivité globale des facteurs (PGF) - que les entreprises deviennent compétitives, rentables, capables de proposer de meilleures rémunérations à leurs employés d'un côté, et des biens et services de qualité, à moindre prix aux consommateurs, d'un autre côté.

Quelles sont les conditions nécessaires à l'amélioration de la compétitivité des entreprises et par la même de la croissance économique ?

Pendant longtemps, l'accumulation des facteurs de production (capital et travail) était considérée comme le principal levier de la croissance économique, la PGF étant par ailleurs inexplicable : « *une manne tombée du ciel* ». Grâce à la théorie de croissance endogène, développée dans les années 1980, le capital humain, l'innovation et la recherche et développement (R&D), la qualité des institutions, les rendements d'échelle et l'intervention appropriée de l'Etat (infrastructures par exemple) ont été mis en évidence comme sources

importantes d'amélioration de la productivité et d'accroissement de la résilience aux chocs internes et externes. Il est intéressant de noter que ces idées ne sont pas nouvelles à la Tunisie. Les premières perspectives décennales (1962-1971) avaient par exemple mis l'accent sur la « promotion de l'Homme » comme deuxième objectif après la décolonisation.

## ***A la recherche des externalités : l'économie des connaissances et de la créativité***

Capital humain, Economie numérique, innovation et R&D et qualité institutionnelle sont les piliers de l'économie basée sur la connaissance. Ce n'est pas par leur capacité de créer de la valeur directement mais surtout par les externalités qu'ils génèrent – leur impact positif sur les autres secteurs – que ces facteurs agissent. De nos jours, il est indispensable de considérer ces piliers de manière globale. Par exemple, le capital humain ne dépend pas de l'éducation, la formation et la santé seulement, quoique ces facteurs gardent une place privilégiée pour le développement des compétences, mais aussi de l'épanouissement personnel (culture, sport et loisirs) d'une part, et des valeurs citoyennes (respect des autres et de l'espace

public, tolérance et solidarité) d'autre part. L'**économie numérique** ne devrait plus être considérée comme une finalité en soi, mais aussi un moyen pour l'amélioration de la compétitivité des entreprises et des produits tunisiens, et surtout un levier indispensable à la diminution des coûts de transactions. L'optimisation de l'utilisation du temps, de l'espace et de l'information est prioritaire, et ce n'est que grâce à l'économie numérique que ces coûts peuvent être réduits.

L'innovation et la R&D sont aussi des sources de croissance importantes. Processus de « destruction créatrice » selon Shumpeter, l'innovation n'est possible que dans une économie qui respecte les **droits de propriété** où les citoyens et les entreprises ont **confiance** dans l'avenir, épargnant ainsi pour investir et innover dans l'espoir d'en bénéficier dans le futur.

La qualité institutionnelle, quatrième pilier de l'économie des connaissances, est primordiale pour créer cette confiance en l'avenir, nécessaire à la croissance. Qu'elles soient écrites ou implicites, les institutions, i.e. les règles du jeu, se doivent d'être **transparentes, simples, connues par et applicables à tous**. C'est cette qualité institutionnelle qui crée la différence entre, d'une part, des systèmes économiques efficaces tirés par les nouvelles technologies, l'innovation où les acteurs s'épanouissent et, d'autre part, des économies régies par l'opacité, le copinage et dominées par les activités rentières. Cette qualité institutionnelle est donc source d'externalités pour les autres facteurs de l'économie du savoir voire même pour toute l'économie.

Baser une économie sur la connaissance et la créativité n'est qu'une composante, parmi d'autres de la compétitivité. Le financement, l'accès aux marchés et les infrastructures sont autant de facteurs tout aussi importants les uns que les autres.

### *Le rôle crucial du financement de l'économie*

Qu'il soit intérieur ou extérieur, public ou privé, de petite ou grande taille l'investissement est la seule source d'emplois. Avec des taux d'investissement plus proches de 20% que de 30%, l'économie tunisienne n'a pas pu relever les défis d'accéder aux nouveaux paliers de croissance. Le financement est à ce propos un des chaînons indispensables au développement des investissements. D'ailleurs l'enquête que réalise l'ITCEQ depuis 15 ans sur le climat des affaires montre clairement que l'accès au financement est considéré par les entreprises comme une contrainte majeure à la compétitivité en Tunisie.

Un **système financier** et fiscal moderne, qui peut évaluer les risques et orienter les financements vers les activités à forte valeur ajoutée, qui dispose des mécanismes et outils nécessaires à l'accompagnement des investissements de tous genres, qui soit suffisamment diversifié pour offrir une panoplie de choix à faible coûts pour les entrepreneurs et l'Etat, est la condition sine-qua-non pour l'investissement et, par la même, la croissance et le développement.

### *L'importance de l'accès aux marchés extérieurs pour les économies de petite taille*

La taille du marché est un facteur majeur dans la mesure où elle permet de réaliser des économies d'échelle et d'accroître la compétitivité. Avec un marché de petite taille, les entreprises tunisiennes ne peuvent pas croître et atteindre la taille minimale pour être efficaces. De plus, l'attractivité des investissements étrangers dépend fortement de la demande. C'est la première raison pour laquelle l'économie tunisienne a eu de tous temps besoin de renforcer son **intégration** à l'économie mondiale. De plus, la concurrence accrue qui découle de l'ouverture ainsi que l'élargissement des choix pour les consommateurs ne peuvent être que bénéfiques au bien-être de ces derniers. La réallocation des parts de marché au profit des entreprises les plus compétitives permet enfin d'améliorer l'efficacité moyenne.

Les échanges internationaux obéissent à la loi universelle de la gravité. Les relations avec les pays limitrophes sont donc les plus naturelles. De plus, maintenir des relations commerciales privilégiées avec les **pays voisins** – via l'intégration et l'harmonisation des politiques fiscales et commerciales – est un facteur de paix et de prospérité. Par ailleurs, l'emplacement géographique de la Tunisie lui permet d'avoir un potentiel important avec les **pays méditerranéens**, potentiel à exploiter et renforcer.

Toutefois, la concentration et la forte dépendance sont toujours préjudiciables. C'est pour cela que la **diversification**, tant industrielle que géographique, est importante vu qu'elle réduit les risques et accroît la **résilience** aux chocs extérieurs.

### *Les infrastructures de qualité pour une plus grande efficacité*

En plus des piliers de l'économie du savoir, les infrastructures jouent un rôle majeur dans l'amélioration de la compétitivité des entreprises et la capacité de production de l'économie. C'est l'autre source importante d'externalités. L'**infrastructure de base, l'accès aux ports, la connectivité entre les régions, les infrastructures numériques et l'énergie**, la disponibilité de **zones industrielles** aménagées sont autant de facteurs indispensables au développement de l'activité économique tout en créant des synergies par les effets d'agglomération. C'est aussi un gage de facilitation du commerce dans la mesure où elles permettent la maîtrise des coûts de la **logistique**.

### *La croissance inclusive : le complément de la compétitivité*

L'efficacité et la compétitivité de l'économie ne sauraient être les seuls objectifs d'un modèle de développement équitable. En effet, la croissance inclusive est seule garante d'un équilibre entre l'efficacité et l'équité. Cette croissance vise l'octroi des opportunités à tous les citoyens et à toutes les catégories, sans discrimination ; **l'égalité des chances**

devient alors un objectif à part du développement économique et social. Quatre facteurs d'inclusion paraissent importants : l'accès à l'emploi, une fiscalité équitable, l'accès au financement en plus des possibilités de croissance des entreprises.

### *Les opportunités d'emplois à la base de la dignité*

La révolution tunisienne s'est déclenchée avec des revendications d'emploi, de liberté et de dignité. Cette dernière n'étant possible que grâce aux deux premières. L'examen du marché de l'emploi tunisien montre que les efforts en termes d'inclusion par l'éducation et la santé ne se sont malheureusement pas traduits par une égalité des chances pour l'accès à l'emploi. Quatre fractures sociales, sources d'exclusion, peuvent être citées : les **femmes**, les **jeunes**, les **diplômés** ainsi que les **régions intérieures** subissent une discrimination assez importante vue la difficulté d'accéder à l'emploi, première garantie de la dignité.<sup>1</sup>

L'accès à l'emploi n'est pas la seule source d'inclusion: **l'informel**, qui représente entre 30% et 40% de l'économie, et qui est caractérisé par l'absence de sécurité sociale, les **conditions de travail** non conformes aux normes, ainsi que l'absence d'**assurance contre le chômage** sont autant de facteurs qui entravent l'égalité des chances, et par la même, l'inclusion.

### *La fiscalité au service de l'équité*

En plus des opportunités d'emplois, l'efficacité économique nécessite une équité fiscale. Bien que le système fiscal tunisien soit théoriquement équitable, avec la progressivité de l'impôt sur les revenus, la fiscalité favorable aux petites structures économiques ou les incitations fiscales pour le développement régional, par exemple, le sentiment d'iniquité reste prépondérant. Alors que les uns mettent l'accent sur le respect des **règles de droit**, d'autres avancent que c'est au niveau de la **complexité** du système, de l'accès à **l'information**, en somme des institutions, que des efforts restent à faire pour atteindre un niveau satisfaisant d'équité sur le terrain.<sup>2</sup>

### *L'inclusion financière pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion*

Le troisième facteur d'inclusion est l'accès aux crédits et le financement. Bâtir une croissance inclusive n'est point possible sans la possibilité pour tous de bénéficier des effets de leviers liés au financement. L'accès aux crédits bancaires est tributaire de la disponibilité d'hypothèques, le plus souvent immobilières et foncières. C'est ainsi qu'un système de **droits de propriété** unifié et efficace est indispensable pour octroyer ses chances à chaque citoyen aspirant à une vie meilleure grâce au travail et aux idées

innovantes qu'il ne peut fructifier que via l'inclusion financière.<sup>3</sup>

### *Briser les barrières à la croissance des entreprises*

Le dernier, mais non moins important, facteur d'inclusion réside dans les possibilités de croissance dont disposent les entreprises. C'est par la qualité institutionnelle que le climat des affaires permet cette croissance. Plus particulièrement, ces opportunités ne sont disponibles que si les agentes économiques opèrent sans influences, où **aucun intervenant n'impose ses choix aux autres**. Les relations fournisseurs-clients, producteurs-consommateurs, producteurs-Etat ou consommateurs-Etat ne permettent le développement d'un système inclusif où les entrepreneurs ont la possibilité de voir leur projet se développer, tout en assurant les meilleurs prix aux consommateurs, que si les mécanismes de la concurrence opèrent. C'est à cette condition que les prix jouent leur rôle important de transmetteur de l'information sur l'offre et la demande et d'incitation indispensable à une meilleure allocation des ressources et répartition des revenus plus équitable.

### *Soutenabilité : troisième composante du processus de développement*

Il est de nos jours admis que l'efficacité économique et l'équité sociale ne suffisent pas. La satisfaction des besoins du présent ne doit pas compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins, au risque de compromettre la durabilité du processus de développement. Le troisième pilier du développement durable comporte ainsi les facteurs écologiques. Ces derniers incluent la gestion optimale des ressources naturelles, et particulièrement des ressources non renouvelables, le respect de la biodiversité et des territoires ainsi que la lutte contre la pollution.

### *Une gestion appropriée des ressources naturelles*

La gestion des ressources naturelles est indispensable au développement durable. C'est un facteur d'efficacité économique en plus de la paix et de l'harmonie sociale. En plus des **changements climatiques** dont il faut anticiper les effets, les contraintes naturelles sont multiples en Tunisie, avec en premier lieu l'eau et l'énergie. Ce n'est qu'en transformant ces contraintes en opportunités et en sources de croissance qu'un développement durable peut être initié. Le développement de la production et l'utilisation des **énergies renouvelables** est ainsi bénéfique à trois niveaux : c'est un facteur de réduction de la dépendance vis-à-vis de l'étranger, c'est aussi un facteur d'efficacité économique via le développement des activités à fort contenu en savoir d'une part, et

<sup>1</sup> Cf. Tribune de l'ITCEQ N°2 – février 2015.  
<sup>2</sup> Cf. Tribune de l'ITCEQ N°1 – janvier 2015.

<sup>3</sup> Cf. à ce propos, De Soto H. (2002), « Le mystère du capital », Champs essais.

l'accroissement de la résilience aux chocs d'autre part. C'est enfin un facteur de qualité environnementale.

L'eau est la seconde contrainte majeure au développement en Tunisie. Le niveau de stress hydrique est assez important dans notre région. La refonte de la **politique de gestion de l'offre et de la demande en eau** est ainsi primordiale pour réduire la dépendance, pérenniser les activités agricoles, et assurer l'harmonie sociale. Par ailleurs, l'accès à la méditerranée est source de richesses culturelles et économiques indéniables. La préservation et l'exploitation efficace des **ressources maritimes** sont ainsi facteurs de paix, de développement de l'activité et de création de richesse.

### *Biodiversité et patrimoine agricole à préserver*

Les problématiques d'efficacité économique et d'équité sociale ne sauraient occulter l'importance de la **biodiversité**, de l'aménagement du **territoire rural** et la préservation des **terroirs**. En effet, le développement ne peut être durable sans la préservation des espèces. Il ne peut être harmonieux sans renforcement de la culture nationale et des spécificités locales. C'est d'ailleurs une source de création de richesses, avec en sus des possibilités de développement des **activités touristiques et de loisirs alternatives et durables**.

### *La lutte contre les pollutions pour une vie meilleure*

La lutte contre les pollutions est le dernier pilier du développement durable. La **gestion des déchets et la propreté** ainsi que la capacité à limiter les **émissions de polluants** de tous types ne sont pas contradictoires avec le développement économique. Bien au contraire, internaliser les externalités négatives ne peut être que bénéfique au développement d'activités innovantes, à haute valeur ajoutée, respectant la dignité des hommes et la qualité de l'environnement. La transformation des déchets et leur utilisation pour générer de l'énergie illustre parfaitement cet équilibre.

### **Pas de développement sans une démocratie pérenne**

Le processus de démocratisation, initié par la révolution de 2011, est une occasion historique pour reconstruire un Etat de droit, de libertés où tous les

citoyens vivent en sécurité. Des institutions politiques inclusives, où les citoyens choisissent leurs représentants, les contrôlent avec la possibilité de les sanctionner via les urnes, sont nécessaires à la compétitivité économique, l'équité sociale et la durabilité du développement.

### *Libertés, justice et sécurité pour une société équilibrée*

La **sécurité** est la première condition à la confiance. Confiance qui est elle-même nécessaire au développement des activités économiques, surtout si elles sont innovantes. La sécurité ne se développe qu'avec les **libertés, individuelles et collectives**. La sécurité et l'activité économique dans les **zones frontalières** sont d'ailleurs doublement importantes dans la mesure où elles permettent aussi la sécurité extérieure et l'intégration, elles mêmes sources de prospérité.

Par ailleurs, la pérennisation de la démocratie ne saurait être réalisée sans un système judiciaire efficace. La justice n'est-elle pas fondement de la civilisation ?

### *Gouvernance : modernisation, transparence et redevabilité*

L'Etat de droit impose une bonne gouvernance. Cette dernière est basée sur la modernisation des méthodes de travail, la transparence ainsi que la redevabilité. Ce sont les meilleurs garants d'un climat des affaires sain permettant la meilleure allocation des ressources dans une société juste.

### *Démocratie locale et participation citoyenne*

Enfin, le renforcement de la démocratie locale et la participation citoyenne paraissent indispensables. Décentralisation et participation directe des citoyens à la gestion des affaires publiques selon un processus transparent permettent de limiter le népotisme, la corruption et l'arbitraire.

*Habib Zitouna\**  
[hzitouna@gmail.com](mailto:hzitouna@gmail.com)

\*L'auteur remercie Hédi Bchir, Fahmi Ben Abdelkader, Sami Ben Sassi, Housseem et Rim Chebbi, Mahmoud Nabi, ainsi que tous les participants au séminaire interne de l'ITCEQ pour leurs précieux commentaires.



Tél. : (+216) 71 802 044  
Fax : (+216) 71 787 034  
Site web : [www.ieq.nat.tn](http://www.ieq.nat.tn)  
email : [contact@itceq.tn](mailto:contact@itceq.tn)

#### **Rédaction :**

Institut Tunisien de la Compétitivité  
et des Etudes Quantitatives  
27 Rue de Liban, 1002 Tunis Belvédère  
République Tunisienne  
email : [tribune@itceq.tn](mailto:tribune@itceq.tn)

#### **Directeur de la publication :** Habib ZITOUNA

**Responsable :**  
Affet BEN ARFA

**Diffusion :**  
Direction de la documentation,  
de la formation et de la coopération  
email : [diffusion@itceq.tn](mailto:diffusion@itceq.tn)

Cette Tribune est publiée sous la responsabilité de la direction générale de l'ITCEQ. Les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs.